

Avis n°13-1039 publié au BOAMP

[L'essentiel de l'avis](#)

L'avis au format officiel

Références complètes :

Avis n°13-1039 publié le 03/01/2013

[Obtenir l'avis en PDF](#)

Avis de marché

Département de publication : **75**

Annonce No **13-1039**

Services

- *Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur* : Ministère des Affaires étrangères.
Correspondant : Mme REVEL Marie, Ministère des Affaires étrangères, 27 rue de la Convention Cs91533 27 rue de la Convention - CS 91533 75732 Paris Cedex 15 tél. : 01-43-17-59-34 courriel : marie.revel@diplomatie.gouv.fr adresse internet : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&refConsultation=87445&orgAcronyme=c8v> .

Objet du marché : le comité des évaluations de la Direction Générale de la Mondialisation du Ministère des affaires Etrangères a inscrit l'évaluation des actions de coopération en matière de lutte contre la traite es humains (2007/2011). Cette thématique participe à la défense et la promotion des droits de l'homme qui sont des aspects majeurs de l'action internationale de la France. Cette évaluation permettra de disposer d'une appréciation globale des activités opérationnelles du dispositif de coopération mis en œuvre par le MAE dans ce domaine ainsi que d'une analyse du degré d'adéquation de ce dernier au regard des objectifs, des moyens accordés et des résultats attendus. Cette évaluation sectorielle a une visée principalement prospective puisque à partir d'un bilan évaluatif général et spécifique, elle aidera le MAE à définir les principes d'action qui nourriront l'élaboration d'une stratégie globale dans le domaine de la lutte contre la traite des êtres humains et à proposer de nouvelles stratégies opérationnelles dans des régions où l'action de la France est encore marginale.

Lieu d'exécution : france et étranger.

Lieu de livraison : france, 75015 Paris Cedex 12.

Caractéristiques principales :

sur la base des constats effectués grâce à un bilan recensant l'ensemble des actions du MAE

menées dans le domaine de la lutte contre la traite des êtres humains et d'une évaluation du dispositif mis en place en Europe du Sud-Est, il s'agira de formuler des recommandations opérationnelles et stratégiques.

les consultants proposeront la méthode et l'organisation qui leur paraîtront les plus adaptées pour mener à bien cette évaluation. Cependant, ils devront obligatoirement se conformer à certaines exigences, en particulier : les conclusions et les recommandations devront être mises en débat tout au long de l'exercice sur un mode participatif ; l'offre technique devra prévoir plusieurs missions à l'étranger (dans un maximum de 5) ; une note de cadrage sera également discutée avec le comité de pilotage. Plusieurs réunions (ateliers de réflexion) et de restitution sont donc à prévoir

Durée du marché ou délai d'exécution : 6 mois à compter de la notification du marché.

Date prévisionnelle de début des prestations (fournitures/services) : 14 mars 2013.

Les candidatures et les offres seront entièrement rédigées en langue française ainsi que les documents de présentation associés.

Unité monétaire utilisée, l'euro.

Justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat :

Autres renseignements demandés :

- Autres renseignements demandés : les candidats, en tant que personnes morales, sont invités à présenter un dossier comprenant : -Une lettre de motivation ; -Une présentation générale des capacités dans le domaine de l'évaluation de projet de ce type et dans cette discipline (curriculum vitae professionnel des experts) ; -Les références du candidat : liste des prestations exécutées depuis 3 ans comprenant une courte présentation faisant apparaître les qualités et compétences mises en œuvre par le candidat, -tout document que le candidat jugera utile. - Une offre technique et financière.

Critères d'attribution :

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération.

- qualifications de l'équipe d'évaluation : 45 % ;
- qualité de l'approche méthodologique : 30 % ;
- compréhension de l'objet à évaluer : 10 % ;
- qualité de la présentation formelle : 5 % ;
- offre financière : 10 %.

Type de procédure : procédure adaptée.

***Date limite de réception des offres* : 11 février 2013, à 16 heures.**

Délai minimum de validité des offres : 90 jours à compter de la date limite de réception des offres.

Autres renseignements :

Numéro de référence attribué au marché par le pouvoir adjudicateur / l'entité adjudicatrice : MAE-DGM-41-2012.

Renseignements complémentaires : pendant la durée de la consultation toutes les questions-réponses doivent être posées ou confirmées par écrit par courrier ou courriel portant conjointement les adresses ci-après :

marie.revel@diplomatie.gouv.fr , tél 01.43.17.83.65 (sauf Mercredi)

Et maxime.poissonnier@diplomatie.gouv.fr , tél 01.4.17.80.60

Les candidats destinataires sont invités à présenter leur candidature et offre de la manière suivante :

1 - il est demandé, pour des raisons techniques, que le dossier du candidat ne soit pas adressé de façon " dématérialisé " (condition non-impérative. Par contre, une candidature " dématérialisée " doit être présentée exclusivement via la plateforme des marchés de l'état). Après ouverture des plis, l'administration se réserve le droit de demander la transmission du dossier par voie électronique à ceux qui l'auront présenté, comme souhaité, dans sa version papier.

2 - le dossier d'offre est constitué du CCAP 41/2012, valant Acte d'engagement complété, daté et signé par le Candidat, du CCTP 41/2012 daté et signé, des pièces justificatives des qualités et capacités du candidat, de son argumentaire et de son offre technique et financière (et tout autre document qu'il jugera utile).

Ce dossier est placé dans une enveloppe unique, anonyme, cachetée et déposée sur place ou adressée par courrier Postal avec AR à :

Ministère des Affaires étrangères

Dgm/Spr/Prg Pôle de l'évaluation à l'attention de Marie Revel

27 rue de la Convention

Cs 91 533

75 732 Paris Cedex 15

En cas de dépôt sur place, l'adresse est la suivante : 48, rue de Javel - 75015 - paris

Cette enveloppe anonyme cachetée porte la mention : " ne pas ouvrir - consultation 41-2012 lutte contre la traite des être humains "

3 - après une première analyse des dossiers, l'administration se réserve le droit d'ouvrir une négociation en 2 tours maximum avec les 4 dossiers les mieux notés.

Date d'envoi du présent avis à la publication : 3 janvier 2013.